

Intitulé du poste :	Chercheur au département recherche et documentation (REDOC)
Famille professionnelle (RMFP) :	Recherche et documentation
Affectation :	Ecole nationale de la magistrature Département recherche et documentation
Localisation :	10 rue des Frères Bonie – 33000 Bordeaux
Statut du poste :	Vacant
Type de contrat :	CDD 3 ans (renouvelable sur un ou trois ans)
Date de prise de fonction :	Immédiate
Rémunération :	2800€ bruts mensuels

MISSIONS ET ORGANISATION DU SERVICE

L'École nationale de la magistrature, établissement public administratif doté d'un budget autonome, est en charge de la formation initiale et continue des magistrats de l'ordre judiciaire et de l'organisation du recrutement de ses élèves. L'École se répartit sur trois sites distincts : deux situés à Bordeaux, siège de l'École, du cabinet, de la direction en charge des recrutements, de la formation initiale et de la recherche, et du secrétariat général, l'autre localisé à Paris où se trouve la direction en charge de la formation continue, de l'international et des formations professionnelles spécialisées.

Description service :

Dans le cadre de la réforme de 2008, l'École nationale de la magistrature a créé, le 1er janvier 2009, un département de la recherche et de la documentation. Ce département gère le centre de documentation de l'École et a pour mission de mener une politique globale de recherche, notamment dans le domaine des pratiques judiciaires. Ce département a pour missions de :

- procéder à des études ou recherches sur : l'histoire de la justice, l'office du juge, les personnels de justice et les pratiques judiciaires (nationales, étrangères ou comparées), l'application de la règle de droit ;
- participer au recueil des bonnes pratiques et des dossiers judiciaires pouvant présenter un intérêt pédagogique ou historique ;
- assurer le recueil des conférences et des documents pédagogiques développés dans le cadre de la formation initiale et de la formation continu ;
- développer une politique de diffusion sous tous supports destinés aux auditeurs de justice, aux magistrats de juridiction et aux professionnels du droit ;
- procéder à une étude de dossiers ayant abouti à un engagement de la responsabilité de l'État pour fonctionnement défectueux du service de la justice ou à une indemnisation prononcée

sur la base de l'article 149-3 du code de procédure pénale. Les études, qui ne peuvent avoir qu'une finalité pédagogique, ne peuvent porter que sur des dossiers ne faisant l'objet d'aucune procédure en cours quelle qu'en soit la nature ;

- proposer la documentation sous tous supports nécessaires aux activités pédagogiques de l'École ;
- contribuer au rayonnement scientifique extérieur de l'école.

Ce département a également en charge les publications de l'École :

- « Les Cahiers de la justice », coédité par Dalloz,
- « La revue Justice actualités », destinée aux auditeurs de justice et aux magistrats.

Composition et effectifs du service :

Ce département, placé sous l'autorité du directeur adjoint chargé des recrutements, de la formation initiale et de la recherche, est composé de :

- un sous-directeur, chef du département, professeur des universités,
- une chargée de mission, magistrate,
- une cheffe de service, chargée d'études documentaires,
- sept agents de catégorie B,
- deux agents de catégorie C,
- deux assistants de justice.

DESCRIPTION DU POSTE

Les activités principales sont les suivantes :

Sous l'autorité du chef du département REDOC, le/la chercheur(e) contribuera aux missions suivantes :

Missions principales :

- Conduire des projets de recherche dans le cadre des axes stratégiques du département (**office du juge, pratiques judiciaires et intelligence artificielle**),
- Contribuer à la production scientifique du département (articles, chroniques...),
- Participer à l'organisation de manifestations scientifiques (colloques, séminaires...),
- Développer les synergies entre la recherche et la formation (initiale et continue),
- Participer à la rédaction et au comité éditorial des revues de l'École,
- Contribuer aux activités de recherche nationales et internationales en lien avec le département international de l'école.

Missions spécifiques :

- Assurer une veille scientifique sur les thématiques prioritaires du département,
- Contribuer à la production et à la valorisation des travaux de recherche de l'École,
- Participer à l'analyse de pratiques judiciaires nationales et internationales,
- Contribuer au développement des outils méthodologiques de la recherche,
- Participer à la mise en œuvre de la feuille de route REDOC qui comprend la stratégie pluriannuelle du département.

D'une manière générale, il/elle effectuera toute mission qui lui sera confiée par le chef du département de la recherche et de la documentation et entrant dans les missions du département.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Formation :

- Doctorat en droit privé / doctorant en fin de thèse / chercheurs ayant une expérience de recherche dans des centres ou instituts de recherche en droit
- Spécialisation en droit judiciaire (civil/pénal)
- Connaissances approfondies de l'institution judiciaire
- Une expertise en droit comparé ou en intelligence artificielle constitue un atout

Compétences techniques :

- Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse
- Maîtrise des méthodologies de la recherche juridique
- Capacité à conduire des projets de recherche de manière autonome
- Maîtrise des outils informatiques (traitement de texte et tableur) et des bases de données juridiques
- Bon niveau d'anglais exigé

Qualités personnelles :

- Rigueur scientifique et sens de l'organisation
- Capacité à travailler en équipe
- Aptitude à la communication et à la valorisation de la recherche
- Curiosité intellectuelle et capacité d'innovation

CONDITIONS

- Contrat à durée déterminée de trois ans (renouvelable pour un ou trois ans)
- Travail en lien étroit avec les magistrats, les universitaires et les praticiens du droit

RENSEIGNEMENTS ET CANDIDATURES

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation doivent être impérativement adressées, au service des ressources humaines : mobilite-externe.enm@justice.fr, avec copie rja.enm@justice.fr

Pour tous renseignements, personne(s) à contacter :

Tarik Lakssimi tarik.lakssimi@justice.fr

Adélaïde Chevallier adelaide.chevallier@justice.fr